

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Annexes
Dossier documentaire

2. Dissidences et gauches solidaires – Les comités d'aide (1973 – 1986)

2008, 22 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_dissidences_et_gauches_solidaires_comites_d_aide_1973_-_1986.pdf>

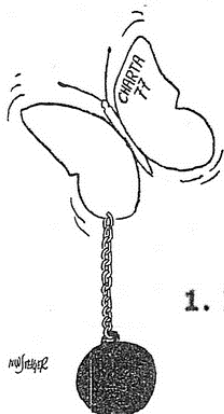
Pour citer cet article :

Référencement : « 2. Dissidences et gauches solidaires – Les comités d'aide (1973 – 1986) », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Annexes. Dossier documentaire*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], <http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_dissidences_et_gauches_solidaires_comites_d_aide_1973_-_1986.pdf>, (date de consultation).

Colloque international « L'AUTRE PRINTEMPS » des 21-22
novembre 2008, Bruxelles.
« Les changements en Europe de l'Est et les gauches à l'Ouest »
(1965-1985)

LES DISSIDENCES A L'EST ET LES GAUCHES SOLIDAIRES À L'OUEST

(quelques documents en appoint à la journée du samedi 22 novembre)



AU SOMMAIRE :



1. Initiatives de solidarité. Comités Tchécoslovaquie (1973-1976) et Comité du Premier Mai (1977-1986)
représentatifs de divers courants de la gauche en Belgique.

2. Les mouvements de la Paix
l'action des Comités en leur sein.

3. La Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT),
*engagée dans les Comités et la solidarité avec les mouvements
ouvriers et démocratiques à l'Est.*

**4. Le Comité d'initiative pour la Défense de la Paix en Europe
(CIDEPE)**
*proche de la mouvance maoïste, et à la base du Comité
« Tchécoslovaquie dix ans » et d'initiatives contre la guerre soviétique
en Afghanistan.*



5. Divers



1

LA FAMILLE SABATA



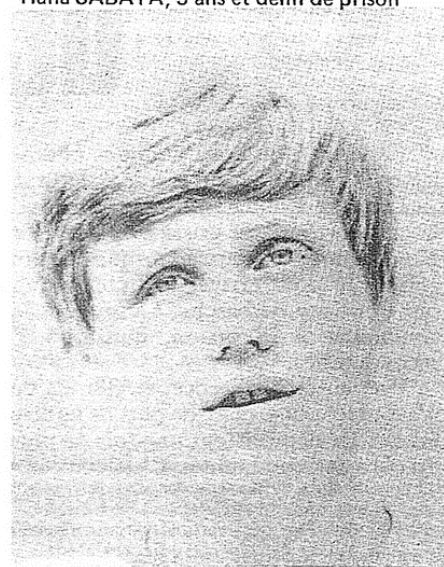
Jaroslav SABATA, 6 ans et demi de prison



Madame SABATA, pour la police, elle court toujours'...



Hana SABATA, 3 ans et demi de prison



Jan SABATA, 2 ans et demi de prison



Vaclav SABATA, 2ans de prison

**1. Initiatives d'information et de solidarité.
Comités Tchécoslovaquie (1973-1976) et
Comité du Premier Mai (1977-1986)**
représentatifs de divers courants de la gauche en Belgique.

SOCIALISME OUI !



OCCUPATION NON !

**Colloque « Autre Printemps » 21-22 novembre 2008
Dossier documentaire**

**Note d'information sur
LES « GAUCHES SOLIDAIRES »**

Initiatives belges face aux répressions des adeptes du « Printemps de Prague » en Tchécoslovaquie et en soutien aux dissidents des pays de l'Est. Elles ont rassemblé au fil des années 70-80 – dans les comités, assemblées, colloques, manifestations – des milliers de démocrates de gauche de toutes tendances, des militants de la Ligue Révolutionnaire des travailleurs (trotskiste), de la FGTB, du Mouvement Ouvrier Chrétien, du Parti et des Jeunes socialistes, des mouvements de la paix, des maoïstes, des pacifistes, des anarchistes, des membres et ex-membres du Parti Communiste de Belgique... Ces initiatives ont eu un large écho dans les médias, notamment la presse socialiste, syndicale et « Le Soir », à la radio de la RTB, dans les hebdomadaires de la gauche radicale des années 70, « Pour », « Hebdo », « La Gauche ».

I. PUBLICATIONS

1. Revue « Mai » (dir. Marcel Liebman)

Dossier Tchécoslovaquie. 1970

Auteurs : Marco Abramowicz, Rosy Blust, Jean-Marie Chauvier (tous trois encore membres du PCB, et retour de Moscou et Prague) André Cornerotte, Frédéric Roelandt (Willy Estersohn) Marcel Liebman, Marc Anders, Jacqueline Vernes. Thèses du 14^{ème} Congrès du PCT. Rapport Husak.

2. Plusieurs Courriers du CRISP (Marcel Liebman, Willy Estersohn)

évoquent les retombées en Belgique de l'affaire tchécoslovaque et d'autres événements à l'Est, leurs effets sur l'évolution interne du PCB au sein duquel s'opposaient partisans et adversaires de la politique soviétique.

2. Articles de presse.

Suites de l'affaire tchécoslovaque :

Le Drapeau Rouge (comme expression des positions du PCB. Cf le volet PCB du dossier documentaire de ce colloque)

La Wallonie (Jean-Louis Esch) *Combat*, hebdo du MPW (JM Chauvier et JM Roberti) *Le Peuple* (Robert Falony).

Série dans *Le Soir* pour les 5 ans du Printemps (JM Chauvier) en 1973.

Affaire polonaise :

Le Drapeau Rouge. (JP Van Keerberghen sur la Pologne en 1980-81)

Voir également le « *Courrier de Belgique* » du quotidien *Le Monde*, les hebdomadaires *La Gauche*, *Links*, *Hebdo*, *Pour*, *Notre Temps*, *Alternative libertaire*, la revue mensuelle *Revue Nouvelle* (articles de Nine Daout) et les *Cahiers Marxistes*, à l'époque revue doctrinale du PCB.

Les débats internes au PCB sont évoqués dans l'ouvrage de référence de Nicolas Naif : *L'EUROCOMMUNISME EN Belgique*. Ed. Carcob/CHSG, Bruxelles 2004

II. COMITE BELGE POUR UNE TCHECOSLOVAQUIE LIBRE ET SOCIALISTE. (1972-1977)

Création : fin 1972-début 1973, Jean-Marie Chauvier avec Jiri Pélikan, ancien président de l'Union Internationale des Etudiants, directeur de la TV tchécoslovaque, membre du comité central du PCT, animateur de « Listy » et du réseau d'opposants communistes (socialistes) en exil.

Parmi les premiers signataires de l'APPEL :

Henri Rolin, Jacques Yerna, Pierre Mertens, Ernest Mandel, Pierre Galand, Jean Van Lierde, Marcel Liebman, René De Schutter, Marijke Van Hemeldonck, Luc De Heusch, Claude Javeau, Marianne Mesnil, Christian Mesnil, Paul Danblon, Roger Domani, Ita Gassel, Xavier Mabile, Michel Graindorge, Maurice Errera, Pierre Puttemans, chanoine Houtart, France Hardoux, Willy Estersohn, Hugues Le Paige, Jean-Jacques Jespers, Robert Falony, Rosy Blust, Jacques Coeckelenberg, etc...

Noyau : Jean-Marie Chauvier, Paul Lefin, président des Jeunes Socialistes (*les réunions se tiennent au siège du PSB, boulevard de l'Empereur*), Cécile Rolin, Jean Van Lierde, René Marchandise, président du Mouvement Chrétien pour la Paix, Jean Courtin, militant anarchiste, des membres de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT).

Principales activités :

- **campagne contre les nouveaux procès de Prague**, en liaison avec le réseau Pélikan et les divers autres comités. Missions à Prague de Pierre Mertens et Viviane Bronckaert, pour la défense des inculpés.

- Préparation du **Congrès Mondial de la Paix à Moscou 1973**, auquel **participent des membres du Comité (Cécile Rolin et Jean Van Lierde, et René Marchandise)** Intervention à la Commission Droits de l'homme du Congrès de Cécile Rolin (dénonciation des violations des droits de l'homme en URSS et demande de libération des prisonniers politiques); de René Marchandise (demande de libération des opposants politiques tchèques et diffusion d'un texte de ces mêmes prisonniers), et

de Jean Van Lierde concernant les objecteurs de conscience en prison en URSS. Gros remous et désaveu par la délégation belge.

- **Colloque international de la gauche européenne** pour les cinq ans du Printemps de Prague à Bièvres (Paris) 1973. (avec la participation de responsables des Partis communistes britannique et italien, et de communistes oppositionnels français. (Pierre Daix et Unir-Débat) et la présence d'Eduard Golstucker, Président de l'Union des écrivains tchécoslovaques, l'un des animateurs du « Printemps de Prague ».

- **Actions en faveur de la libération des militants emprisonnés.**

III. COMITE DU PREMIER MAI « pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est » (1977-1986)

Création : 1 mai 1977. (de fait, élargissement de la sphère d'intérêt du précédent comité à l'ensemble des pays de l'est)

Parmi les premiers signataires de l'APPEL :

Outre la plupart des signataires de l'Appel de 1973, il y a notamment Ernst Glinne, Paul-Henry Gendebien, François Martou, le père Dhanis, Anne-Marie Lizin, Fernand Delmotte, Yves de Wasseige, Gilbert Clajot, Guy Desolre, Julos Beaucarne, Mateo Alaluf, Cécile Rolin, Marie Denis, Anne Léger, Nadine Gouzée, Thérèse Mangot, Istvan Felkai, Jean-Luc Outers, Jean-Jacques Jespers, René Noël (sénateur communiste, dirigeant de l'Union Démocratique Progressiste), Angel Enciso (responsable Parti Communiste d'Espagne pour le Benelux) Bruno Vinikas, Georges Bauherz, Jacques Zwick, plusieurs collaborateurs de la **Fondation André Renard** FGTB-Liège, Georges Thill, Gérard Valenduc, Christine Michaux.....

Noyau (variable au fil des années 1977-1986)

Elie Gross, animateur principal, Nadine Gouzée, Cécile Rolin, Jean-Marie Chauvier, Guy Desolre, Istvan Felkai, Jiri Cermak, Georges Bauherz, Patty Geller, Henri Goldman, Bruno Vinnikas, Laurent Gross, Martin Petras, Marian Handwerker ...

Principales activités :

- **campagnes de protestation et de solidarité** en liaison avec d'autres comités et le réseau Pelikan (Listy)

- **Soutien à la Charte 77 en Tchécoslovaquie.**

- **Rencontre internationale à Bruxelles (ULB)** pour les dix ans de Prague 1968, avec participation de dissidents de divers pays de l'est, dont Jiri Pelikan et Zdenek Mlynaz (Tchécoslovaquie) Vadim Belotserkovski (URSS), des chanteurs Wolf Bierman (RDA) et Karel Kryl (Tchécoslovaquie) Présence et participation au débat de dirigeants des diverses composantes de la gauche, dont Jean Du Bosh pour le Parti Communiste de Belgique. Il y eut un millier de participants.

- **Bulletin régulier du comité, « D'ici-d'est »**

- Accueil et rencontres privées et publiques avec de nombreux dissidents de l'Est : outre les personnalités déjà mentionnées, il y eut le syndicaliste indépendant soviétique Viktor Feinberg, le militant de l'autogestion socialiste en URSS Piotr Eguidès et sa compagne Tamara Samsonova (groupe Poïski), l'Ukrainien Levko Lukianenko etc...

- Soutien à Solidarnosc en Pologne (1980-81)

voyages, aide médicale, création d'un montage dias pour « expliquer » Solidarnosc principalement chez les jeunes. (Un émetteur radio est par ailleurs transmis à Solidarnosc par les soins d'« Alternative libertaire »)

Un message de remerciements est adressé au Comité du Premier Mai par le leader de « Solidarnosc » Lech Walesa.

- Participation de **Jean Van Lierde** et **Cécile Rolin** à la réunion du Mouvement de la Paix à Sofia. Manifestation en faveur des dissidents bulgares

-Présence remarquée aux **manifestations nationales pour la Paix** ainsi qu'aux célèbres **fêtes annuelles du Drapeau Rouge**, quotidien du PCB, sous les mots d'ordre et avec les tracts du Comité.

Le Comité du Premier Mai s'est dissous en 1986, après une longue période de difficultés diverses : essoufflement interne, constat que la « large représentativité » des débuts n'y était plus et, sans doute, effets d'un contexte de crise économique en Belgique (on n'était plus dans les années 70 !) et les changements de la donne internationale.

Cette autodissolution a coïncidé avec le tournant à l'Est (sans qu'on s'en rende vraiment compte) : les débuts de la Perestroïka en URSS, une ère nouvelle » où les répressions allaient cesser et où les dissidents allaient soit « accompagner » les initiatives du sommet (Gorbatchev) menant aux réformes et au démantèlement du système et du bloc soviétiques, soit prendre la tête des changements comme en Pologne avec les dirigeants de « Solidarnosc » (et en négociation avec les dirigeants communistes) et en Tchécoslovaquie avec le leader de la Charte 77 et futur président tchèque, Vaclav Havel.

IV. AUTRES INITIATIVES...sur plusieurs fronts.

- **Eerste Mei Komitee**, animé par Anne Peeters.

- **Nadine Gouzée** et **Jiri Cermak** se sont occupé plus spécialement des liens avec la **Charte 77** et du soutien aux dissidents tchécoslovaques, en liaison avec **Jiri Pelikan**.

- Une **émission radio (RTBF)** a été réalisée en 1978 lors des 10 ans de Prague 68 par Jean-Marie Chauvier, avec la participation d'Eva Houdova, Jiri Cermak, Martin Petras et d'autres exilés du printemps 1968.

- Un **comité « Tchécoslovaquie 10 ans »** comité de circonstance créé en 1978 pour la commémoration des 10 ans de l'invasion en Tchécoslovaquie et pour l'organisation d'une manifestation à Bruxelles (vers le 20 août), suivi d'un concert au parc Josaphat. Ce Comité de circonstance a été créé à l'initiative du CIDéPE (Comité pour la défense de la Paix en Europe) dont la composante francophone était dirigée par **Jos Beni**, membre de Amada-TPO. (ancêtre du PTB, Parti du Travail de Belgique, maoïste. La manifestation rassembla quelques milliers de personnes. La composante néerlandophone, Ikove- Initiatief voor de Vrede in Europa- était dirigée par Wies Jaspers.

- **Le mouvement de la paix en Belgique**, très influent (il avait rassemblé 300.000 manifestants contre les euromissiles en 1973) fut indirectement mêlé aux controverses sur les dissidences à l'Est (également pacifistes) en raison de divergences d'appréciations sur les dangers représentés, respectivement par les Etats-Unis et l'URSS. Le mouvement de masse était principalement constitué par le **Comité National pour la Paix et le Développement** (CNAPD) qu'animait Pierre Galand. (son pendant flamand : le **Vakaa**)

- Une organisation communiste était influente, l'**Union Belge pour la Défense de la Paix** (UPDP), ce qui faisait dire que le mouvement était sous influence soviétique. De fait, les pacifistes « de base » se sentaient beaucoup plus concernés par la menace de l'installation des missiles US que par celle des SS20 soviétiques à l'Est. Une partie du mouvement a fait en sorte que la dénonciation des « deux impérialismes » soit « équilibrée ». C'était notamment le cas des maoïstes et des pacifistes radicaux libertaires qu'animait **Jean Van Lierde**, membre du comité du Premier Mai. (**MIR-IRG**, Mouvement International de la Réconciliation- Internationale des Résistants à la Guerre).

- Le **CIDéPE, Comité d'Initiatives pour la Défense de la Paix en Europe**, mouvement pacifiste membre du CNAPD, animé par Jos Beni et proche de la mouvance maoïste, avait comme spécificité par rapport à l'ensemble du mouvement de se proclamer clairement contre les **deux** impérialismes – USA et URSS – et de défendre les thèses chinoises du danger de la "3^{ème} guerre mondiale". Il a notamment créé en 1980 un Comité pour le boycott des JO de Moscou, suite à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Ce fut pratiquement la dernière action du CIDéPE (marquée notamment par l'**arrestation de J. Beni à Moscou** pendant les JO, suivi de son l'expulsion quasi immédiate), la branche francophone mettant fin à son existence officiellement en mars 1984.

- Un **Comité Afghanistan**, d'initiative maoïste, coordonna les protestations de toutes tendances contre la guerre menée dès la fin décembre 1979 dans ce pays par l'URSS, contre les rebelles musulmans que soutenaient la Chine et les Etats-Unis.

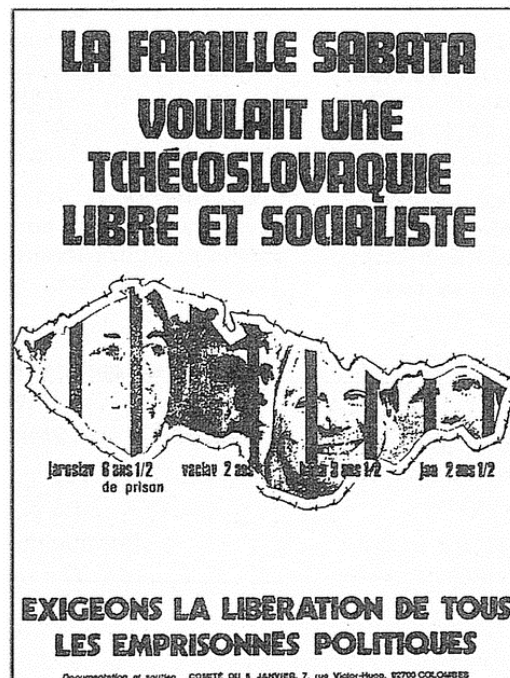
- Les bouleversements en Chine (révolution culturelle) et les exterminations de masse perpétrées au Cambodge par les Khmers rouges ont fait l'objet de controverses, notamment entre les « gauches solidaires » (trotskistes, démocrates de gauche de diverses tendances, PCB) qui condamnaient le maoïsme et celles qui le soutenaient.

Mais ces thèmes n'ont pas fait l'objet de campagnes particulières de l'un ou l'autre Comités. Les maoïstes ont cependant dénoncé « l'invasion du Cambodge » par le Vietnam soutenu par l'URSS, une action que d'autres milieux de gauche ont qualifiée de « libération » du peuple cambodgien. Les forces de Pol Pot, soutenues par la Chine, l'ont été également par les Etats-Unis.

- Un **film** a été tourné en 1985 sur le thème de l'exil tchèque en Belgique, avec plusieurs amis tchèques et membres du Comité du Premier Mai. Réalisation : **Eva Houdova**.

- Lors du **Festival mondial de la Jeunesse à Moscou**, l'été 1985, des réunions internationales ont eu lieu, en marge du festival, avec les militants pacifistes indépendants soviétiques du **groupe DOVERIA** (Confiance) la délégation belge (Conseil général de la Jeunesse francophone) étant représentée dans ces rencontres par **Cécile Gouzée** et **Jean-Marie Chauvier**.

- Dans la biographie du leader syndical **Albert Faust**, par Freddy De Pauw ("Albert Faust, le cœur au poing », ed.Labor 2005), on peut lire à la page 69: "Vis-à-vis des pas du bloc soviétique, la position de Faust était plus délicate: avec son passé de militant communiste et son ouverture aux idées de l'extrême-gauche, on aurait pu le croire inféodé à Moscou. Ce n'était absolument pas le cas comme il en fit la démonstration en 1988, dans la capitale soviétique elle-même lors d'une Conférence internationale des travailleurs du commerce. Faust commença par y dénoncer, au travers de l'exemple de Food Lion, la répression anti-syndicale aux Etats-Unis avant d'afficher **son soutien au Comité du 1er mai, « qui soutenait les tentatives de syndicalisme indépendant dans les pays d'Europe centrale et de l'Est ».**



TCHÉCOSLOVAQUIE 1973

Il y a cinq ans : le « printemps de Prague ». La tentative d'un socialisme de véritable libération humaine, bientôt étranglée par l'intervention militaire d'août 1968. Aujourd'hui : les ruines d'une espérance qui avait menacé les bureaucraties de l'Est et les bourgeoisies de l'Ouest. Mais pas seulement. Il y a aussi les précieux enseignements d'une expérience, d'une crise et de son dénouement : après Prague, comme après mai 1968 en France, le combat socialiste n'est plus tout à fait le même. Mais encore : il y a nos camarades emprisonnés, des milliers d'hommes et de femmes persécutés, humiliés en silence. Un silence que voudraient justifier toutes sortes d'« opportunités »... et notamment celle du « rapprochement Est-Ouest » dans le statu quo ! Ce silence ne sera pas le nôtre. Car il équivaudrait non seulement à une lâcheté préjudiciable au socialisme, mais à une véritable myopie politique. Voilà pourquoi le Comité belge pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, créé en février 1973, publie l'appel ci-dessous.

Appel pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste contre la répression et les nouveaux procès de Prague

L'ordre et le silence règnent à Prague. Les peuples tchèque et slovaque paient leur adhésion au « socialisme à visage humain » d'une répression politique préparée et soutenue par une intervention armée extérieure ; leurs dirigeants légaux ont été éliminés, leur parti communiste vidé de sa substance, leurs syndicats, conseils ouvriers, associations populaires et culturelles démantelés, et toute vie intellectuelle découragée par une censure implacable.

Ceux qui, malgré tout, poursuivent un combat socialiste courageux s'exposent ou sont déjà victimes de la persécution policière, de la délation organisée, des humiliations physiques et morales, des procès politiques et de la prison.

Ce régime, tellement éloigné des principes de la révolution soviétique d'octobre 1917, est contraire au socialisme, lequel présuppose une participation libre et consciente des masses et des individus à la création de leur avenir.

Pourtant, il s'enarroge le titre, jetant le trouble et le discrédit sur l'espérance qui fait vivre tant d'hommes à travers le monde, et procure un alibi facile, quoique injustifié, aux défenseurs du « monde libre » et de ses œuvres d'exploitation, d'oppression et de guerre.

S'il est donc une raison majeure, pour nous, d'être solidaires du peuple et des forces socia-

listes et Tchécoslovaquie, c'est bien ce combat **indivisible** que nous menons contre l'impérialisme et pour le socialisme.

Nous — syndicalistes, socialistes communistes, progressistes de diverses tendances — faisons appel à l'opinion publique, ouvrière et démocratique. Empêchons la conspiration du silence et l'isolement de nos camarades tchécoslovaques. Soutenons les efforts du « Jury International contre les nouveaux procès de Prague », qui vient d'entamer ses travaux. Réclamons la libération des démocrates emprisonnés, le respect de la légalité tchécoslovaque, le retour à la souveraineté et à l'autodétermination des peuples de Tchécoslovaquie.

Il importe que l'on sache, ici et là-bas, qu'il n'y aura pas abandon d'un peuple et de ses meilleurs représentants dans la détresse, et que l'idéal du socialisme véritable sera défendu.

Les adhésions doivent être envoyées à
Jean COURTIN

avenue Josse Goffin, 75 - 1080 Bruxelles

Soutien financier :

C.C.P. 3537.38 de Jean Courtin.

(Mentionner : « Tchécoslovaquie ».)

1^{re} liste de signataires

Henri ROLIN ; Jacques YERNA ; Pierre MERTENS, écrivain ; Ernest MANDEL ; Paul LEFIN, président des Jeunes Socialistes ; Pierre GALANG ; René MARCHANDISE, président du Mouvement chrétien pour la Paix ; Jean VAN LIERDE, vice-président Internationale des Résistants à la Guerre ; Marcel LIEBMAN, rédacteur en chef de la revue « Mai » ; Marc DELEPELEIRE, rédacteur en chef de la « Revue nouvelle » ; Claude DEJARDIN, député P.S.B. ; chanoine HOUTART ; Jean-Marie ROBERTI, journaliste à « Combat » ; Marcel DENECKERE, rédacteur en chef de « Links » ; Jean-Marie CHAUVIER, journaliste ; Marthe VAN DE MEULEBROEK, de « La Pensée et les Hommes » ; Guy DESOLRE, assistant V.U.B. ; Ralph COECKELBERGHS, président du Cercle du Libre Examen U.L.B. ; François VERCAMMEN, membre du Bureau politique de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs ; Jacques COECKELBERGHS, ancien rédacteur à Radio-Prague ; Arthur TONDEUR, ancien membre du Comité national des Amitiés Belgo-Soviétiques ; Jean COURTIN, employé ; Rosy CHAUVIER, assistante sociale ; Yves PETIT-DUFRESNOY, architecte ; Germaine HANNEVAERT ; Jacqueline DUJARDIN, assistante de programmation R.T.B. ; Maurice BEERBLOCK, réalisateur TV-cinéma ; Anne PETIT-DUFRESNOY, secrétaire ; Henry GOLDMAN, Union des Jeunes Juifs Progressistes.

René DE SCHUTTER, secrétaire Régionale F.G.T.B.-Bruxelles ; Albert POSMIERS, secrétaire général S.E.T.Ca ; Marijke VAN HEMELDONCK, syndicaliste ; Pierre LE GREVE, militant C.G.S.P. ; Louise LACHARON, militante C.G.S.P. ; Oscar LECLERCQ, président honoraire S.E.T.Ca ; Noël NEFFE, secrétaire Régionale des Mineurs F.G.T.B. ; Willem BOSSIER, hoogleraar R.U.C.A. ; Albert CARDON, syndicaliste A.C.O.D. ; Philippe POLK, voorzitter A.C.O.D.-onderwijs V.U.B. ; Robert FALONY ; Willy ESTERSOHN ; Jean-Jacques JESPEERS ; Nicole CAUCHIE ; André MOENS ;

Josy DUBIE ; Jacques VIERENDEELS, journaliste ; Paul DANBLON, responsable scientifique R.T.B. ; Pierre M/NUEL, journaliste ; José NOBRE-CORREIA, journaliste Roland LEW, de la revue « La Brèche » ; Bernard ROSENBAUM, secrétaire national J.S. ; Robert VERSTRAETEN enseignant ; Jean VAN LONDERZELE, avocat ; Jean VEF MEERSCH, syndicaliste ; Piet VAN ECKOUDT, militant B.S.P. ; André GILLET, secrétaire national M.C.P.

Christian MESNIL, cinéaste ; Marc LIEBENS, directeur du Théâtre du Parvis ; Roger DOMANI, directeur du Théâtre Expérimental de Belgique ; Luc DE HEUSCH ethnologue ; Gabriel THOVERON, chargé de cours U.L.B. ; Claude JAVEAU, sociologue ; Marianne MESNIL, sociologue ; Claude DERUELLE, assistant-chercheur ; Ita GASSEL, ethnologue ; Juliane PIRONET, psychologue ; Sylvain MAES, étudiant ; José PEREIRA, chercheur ; KRACZMAN chercheur ; Nathan WEINSTOCK, assistant à l'Université de Gand ; Xavier MABILLE ; Pierre PUTTEMANS, architecte ; Mariette HACCURIA, professeur ; Michel GRAIN DORGE, avocat ; Dr VAN CLEENPOEL ; Georges VEREEKEN, de la tendance marxiste-révolutionnaire ; Jacques LEEMANS, médecin ; Philippe DRYON, étudiant ; René SCHOONBROODT, sociologue ; Jean-Jacques PECHE, réalisateur ; Th. DELFORGE ; Marc ABRAMOWICZ, psychologue.

Andrée GERARD-LIBOIS ; Maurice ERRERA, professeur U.L.B. ; Paul FREDERIC, avocat ; Léon LAURENT, fondateur du P.C.B. ; Fernand CHARLIER ; Jean-Noël DONNAY, secrétaire C.G.S.P. Liège-Ville ; Marcel SLUSNY, avocat chargé de cours U.L.B. ; Alain LAPIOWER ; France HARDOUX, journaliste ; Jean THANASSEKOS ; Pierre BASTIN, journaliste ; Jean-Louis ESCH, journaliste ; Jacques CASPERS, chercheur... et d'autres dont les signatures continuent à nous parvenir.

Je marque mon accord avec l'Appel « pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste »

NOM :

Profession (fonction) :

Adresse :

Pour poursuivre l'action et assurer l'aide aux démocrates emprisonnés en Tchécoslovaquie, versez votre soutien au C.C.P. 3537.38 de Jean COURTIN, avenue Josse Goffin, 75, 1080 Bruxelles.

Editeur responsable : Jean COURTIN, avenue Josse Goffin, 75, 1080 Bruxelles.



La Repubblica du 14 juin 1979

Jiri Pelikan, directeur de Listy, a été élu au Parlement européen sur la liste du Parti socialiste italien, avec plus de soixante-dix mille votes préférentiels, chose d'autant plus digne de remarque que sa place sur la liste du PSI assurait son élection de toute façon.

Le Soir

Vendredi 3 juin 1977

L'ACTUALITÉ

Un appel de la gauche belge contre la répression dans les pays de l'Est

Un « Comité du 1^{er} mai pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est » s'est constitué le 1^{er} mai 1977 et a rendu public mercredi, au cours d'une conférence de presse, un appel signé par une longue série de personnalités et de militants de mouvements syndicaux et progressistes et des partis de gauche. C'est la première fois, estiment ses animateurs, qu'est prise une initiative de cette envergure.

Parmi les signataires figurent MM. Ernest Glinne (député socialiste), Jacques Yerna (F.G.T.B.), Paul-Henry Gendebien (député R.W.), François Martou (président du M.O.C. - Bruxelles), Pierre Mertens, écrivain, le père Dhanis (aumônier national du M.O.C.), l'historien Marcel Liebman, l'économiste Ernest Mandel (L.R.T.), Gilbert Clajot (Setca), Marcel Deneckère (« Links » - B.S.P.), M^{me} Cécile Rolin, René Marchandise (M.C.P.), Jean Van Lierde, le chanteur Julos Beaucarne, des militantes féministes telles que Marie Denis et Anne Léger, de nombreux journalistes, etc. Plusieurs des signataires avaient participé précédemment au « Comité belge pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste ».

Nous avons demandé à l'un d'eux, Jean-Marie Chauvior, de préciser le sens de cette initiative « de gauche ».

— D'une part, des faits préoccupants s'accumulent : emprisonnement des ouvriers polonais et de ceux qui les défendent, comme Michnik, Kuron, Lipski... Harcèlement, en Tchécoslovaquie des signataires de la Charte 77. Internement dans les camps et les asiles psychiatriques en U.R.S.S. D'autre part, l'appel à la solidarité de la gauche occidentale lancé par les progressistes de l'Est est trop peu entendu. Le dialogue est évidemment difficile : on part de situations ou d'expériences différentes. La gauche a parfois tendance à attendre des contestataires de l'Est un écho à ses propres espoirs, à attendre d'eux qu'ils ne

renient pas le socialisme. Une initiative de gauche est pourtant nécessaire. Nous ne voulons pas mêler nos voix aux spécialistes de l'indignation à sens unique, ni servir de caution au conservatisme. Prendre position sur les libertés à l'Est, ce n'est pas faire une concession à la droite. Cela doit être une manière pour la gauche d'être logique et conséquente avec elle-même.

— Pourtant, pour certaines personnes qui se réclament de la gauche, cela ne semble pas aller de soi...

— En effet, nous avons enregistré quelques refus venant de gens qui appartiennent à plusieurs familles politiques, donc aussi bien socialistes et chrétiennes progressistes que communistes. Il s'agit chaque fois, je le précise, de réactions individuelles, et non de partis ou d'organisations.

— Quels sont les motifs de ces « quelques refus » ?

— Les raisons portent rarement sur l'ensemble du texte. On a notamment invoqué l'estime dans laquelle on tient le rôle international de l'U.R.S.S., sur le plan de la sécurité européenne ou en Afrique. Or, l'appel du « Comité du 1^{er} mai » ne porte pas de jugement d'ensemble sur la nature et la position des régimes de l'Est. La question n'est pas d'être ou de ne pas être d'accord avec telle ou telle analyse de tel ou tel dissident, elle est de savoir si on accepte ou non les atteintes aux libertés et toute forme de goulag. Nous croyons qu'en refusant de se prononcer sur ce point, on se disqualifie dans les combats politiques qu'on prétend mener par ailleurs.

— Ceux qui refusent de signer préfèrent l'indignation sélective ?

— Effectivement... A certains égards, curieusement, on est moins avancé dans les milieux de gauche en Belgique qu'on ne l'est en France ou en Italie. Par exemple, en Italie, tout récemment les syndicats, des métallurgistes où l'importante, n'ont éprouvé aucune fluence communiste est très gênée à se prononcer à l'unanimité contre la répression en Pologne.

— Pourquoi votre appel dénonce-t-il uniquement les atteintes à la liberté dans les pays de l'Est européen, alors qu'il y aurait beaucoup à dire aussi sur d'autres pays qui se réclament du socialisme ? La Chine, par exemple, à l'égard de laquelle il existe une sorte de tabou. Ou le Cambodge...

— Je pourrais vous répondre à titre personnel que la gauche n'aurait décidément rien appris de l'expérience si après avoir affirmé ou retrouvé sa liberté de jugement vis-à-vis des Etats-partis de l'Est européen elle se laissait aller à de nouveaux aveuglements ou à de nouvelles auto-censures. Il n'y a aucune raison pour que l'esprit critique et la capacité d'analyser lucidement la situation s'interdisent de franchir telle ou telle frontière. Et je crois bien que les signataires de l'appel l'entendent ainsi. J'ajouterais que notre rôle sera surtout d'informer et de sensibiliser et que, dès lors que les partis de gauche et les syndicats feraient de la défense des libertés (et du socialisme contre ses perversions) une de leurs préoccupations naturelles, permanentes, — sans exclusive — un comité comme celui-ci n'aurait plus de raison d'être.

F. U.

Le texte de l'appel

Un vent nouveau souffle en Europe de l'Est. Après les grèves de Pologne de l'été 1976 et les manifestations de solidarité qu'elles ont suscitées parmi de nombreux intellectuels, après le retentissement qu'a eu la « Charte 77 » tchécoslovaque en Hongrie, en Roumanie mais aussi en Bulgarie et en U.R.S.S., on ne peut nier cette évidence : nous assistons à des mouvements d'opinion et de contestation importants qui annoncent l'émergence des oppositions en Europe de l'Est, émergence à laquelle les pouvoirs en place répondent par une répression intensifiée.

Les soussignés, femmes et hommes de la Gauche belge, appellent à la formation d'un comité belge pour les libertés démocratiques et le respect des accords d'Helsinki en ce qui concerne les libertés et les droits de l'homme. Nous croyons en effet qu'il faut que les hommes et les femmes des deux parties du continent euro-

péen puissent voyager librement, se rencontrer, s'écrire sans craindre la censure, échanger sans peur leurs idées, leurs livres, leurs journaux et leurs créations artistiques.

Notre action, plus spécialement orientée en vue du respect des libertés proclamées par les constitutions des lois et par les engagements internationaux des pays de l'Est se justifie du fait que des atteintes aux libertés élémentaires se font au nom du socialisme ou d'Etats qui s'en réclament. Ceci ne constitue nullement une raison pour la Gauche de se taire ou de s'en sentir gênée : c'est bien, au contraire, un motif supplémentaire de protester, au nom de la démocratie socialiste.

Notre comité défendra les droits de toutes les victimes de la répression et de l'arbitraire quelles que soient leurs analyses politiques sans pour autant s'identifier à leurs vues. Il œuvrera à ce que le mouvement ouvrier et syndical belge se sensibilise et condamne vigoureusement toutes ses pratiques répressives.

Notre initiative est indépendante de toute agence gouvernementale. Elle s'inscrit dans le travail des courants progressistes qui refusent l'anti-communisme et l'anti-soviétisme. Elle découle d'un combat que nous estimons indivisible, contre toutes les formes d'oppression, d'exploitation du tiers monde et des travailleurs par le capitalisme, contre l'oppression des femmes et des minorités nationales, contre tout ce qui limite chez nous, l'usage des libertés et des droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Nous estimons que les forces progressistes de l'Est et de l'Ouest doivent s'unir dans la lutte contre la répression et l'arbitraire. Notre action ne contredit pas les efforts de détente internationale. Bien au contraire nous estimons qu'une des façons les plus efficaces d'agir pour le désarmement et le rapprochement entre les peuples est de multiplier les contacts entre les hommes. Sans nier l'importance des négociations entre Etats, nous entendons aussi que se développent les contacts les plus variés entre formations politiques, syndicales, mouvements sociaux et culturels. Nous croyons aussi qu'il est important que les militants, les travailleurs, les jeunes, les femmes et les membres de groupes d'action et de réflexion de toutes sortes puissent se rencontrer autrement que par les canaux officiels.

Les adhésions peuvent être envoyées à : Christine Michaux, avenue Edmond Mesens, 65, 1040 Bruxelles.



DROITS DE L'HOMME ET LUTTE POUR LE SOCIALISME

A gauche comme à droite, il s'est trouvé trop de défenseurs de la raison d'Etat (fut-elle socialiste) justifiant, au nom des idéaux les plus nobles, les répressions et les violences les plus abjectes. C'est le mérite des "dissidents" de l'Est, et d'organisations comme Amnesty International de rejeter catégoriquement ce genre de complicités, en réhabilitant la notion et la lutte pour les droits de l'homme. Cette lutte est à nos yeux une dimension fondamentale du combat socialiste : si nous voulons que les finalités et les organisations socialistes survivent aux épreuves, aux compromis et aux déviations que comporte ce combat, et si nous voulons aussi nous prémunir contre les perversions tragiques qui jalonnent l'histoire du stalinisme.

C'est pourquoi, à la différence de certains idéologues pointus, nous nous rangeons sans complexe sous la bannière des droits de l'homme.

Mais cela ne signifie nullement que nous n'entendions par là que les droits individuels, ou que nous considérions les précieuses libertés démocratiques, bourgeoises ou autres, comme le fin mot de la liberté et de la démocratie. L'hypocrisie de certaines campagnes en faveur des droits de l'homme ne nous échappe pas. Nous savons comment M. Carter s'en réclame à Varsovie ... et les pratiques à Téhéran, par Chah interposé. Sans parler des structures économiques et politiques du système impérialiste, beaucoup plus déterminantes que les intentions et les discours dans le fait que, pour des centaines de millions d'être humains des sphères d'influence "occidentales", les "droits de l'homme" sont en deçà de ce que devraient permettre d'élémentaires conditions d'existence, d'alimentation, d'hygiène et d'instruction.

Et nous ne voulons, de ce point de vue, ignorer les réalisations fondamentales de plusieurs révolutions socialistes.

Notre démarche ne peut donc être confondue avec celle de "l'idéologie occidentale de la dissidence", qui existe bel et bien, et se sert du problème des libertés à l'Est, moins pour les faire triompher là-bas que pour décourager ici (et dans le tiers-monde) d'autres combats de libération sociale et nationale, ceux qui gênent précisément les classes dominantes d'Occident.

De même, nous ne pouvons partager l'opinion d'Andreï Sakharov lorsqu'il place "au premier plan des droits civils et politiques, en opposition avec la théorie officielle qui met l'accent sur les droits économiques et sociaux". Non plus que la position des dissidents polonais appuyant sans réserve un pape (Jean-Paul II) dont l'intérêt pour les droits de la femme et ceux des opprimés d'Amérique latine est, pour le moins, mitigé. Mais est-il indispensable de croire pieusement en toute parole "dissidente" pour comprendre qu'au delà des divergences d'opinion, ce sont les démocrates de l'Est (dissidents ou non) et non leurs oppresseurs "parlant à gauche" qui sont nos proches, et les alliés souhaitables de la gauche occidentale ?

L'une des difficultés du dialogue entre progressistes de l'Est et de l'Ouest est bien sûr que "vérité" au delà de l'Elbe est parfois "mensonge" en deçà. Exalter les libertés individuelles et elles seules, en les opposant aux droits économiques et sociaux, c'est, en Europe occidentale, une manœuvre typique de l'idéologie dominante. Et l'inverse est vrai en URSS et en Europe orientale, où le discours officiel oppose les droits économiques et sociaux abstraits aux droits individuels d'en jouir pleinement. Où la soif des libertés civiques et personnelles est directement proportionnelle à leur limitation. Où, finalement, ni le droit à la sécurité sociale, ni celui à la santé ou à l'éducation, ni à fortiori les droits découlant de la propriété collective des moyens de production ne peuvent être pleinement réalisés tant que des citoyens restent menacés pour leurs opinions, tant que les travailleurs n'exerceront le droit de grève, de critique et de contrôle dans toutes les sphères de la société. C'est en ce sens que les libertés ne sont ni un luxe "bourgeois" ni un "supplément" éventuel au socialisme. Il ne peut y avoir de socialisme QUE dans la liberté

éditeur responsable : gross, élise 16, avenue du bois de la cambre 1170 - bruxelles.
abonnement à 6 numéros : 100 fr. b. abonnement de soutien : 200 fr. b. minimum
c.c.p. numéro 001-0503914-75 du comité du 1er mai (mention : abonnement)

20 fr.

1980

APPEL DU COMITE 1er MAI

Contre la répression dans les pays de l'Est, contre l'offensive politique des Etats-Unis

Avec les derniers développements de la révolution iranienne, l'intervention militaire massive de l'U.R.S.S. en Afghanistan, la décision des pays de l'O.T.A.N. d'installer des missiles nucléaires sur leur territoire, l'"affaire" des jeux olympiques et la campagne de boycott qui s'orchestre en Occident, l'année 1980 risque bien de voir le retour de la guerre froide. Le monde est en train de sortir d'une longue période de "détente" qui avait sans doute d'évidentes limites : si elle a éloigné le spectre d'une nouvelle guerre mondiale, elle n'a évité ni les guerres locales, ni le coup d'Etat de PINOCHET, ni l'entrée des chars russes à PRAGUE. Malgré tout, elle constituait le contexte international le moins défavorable pour

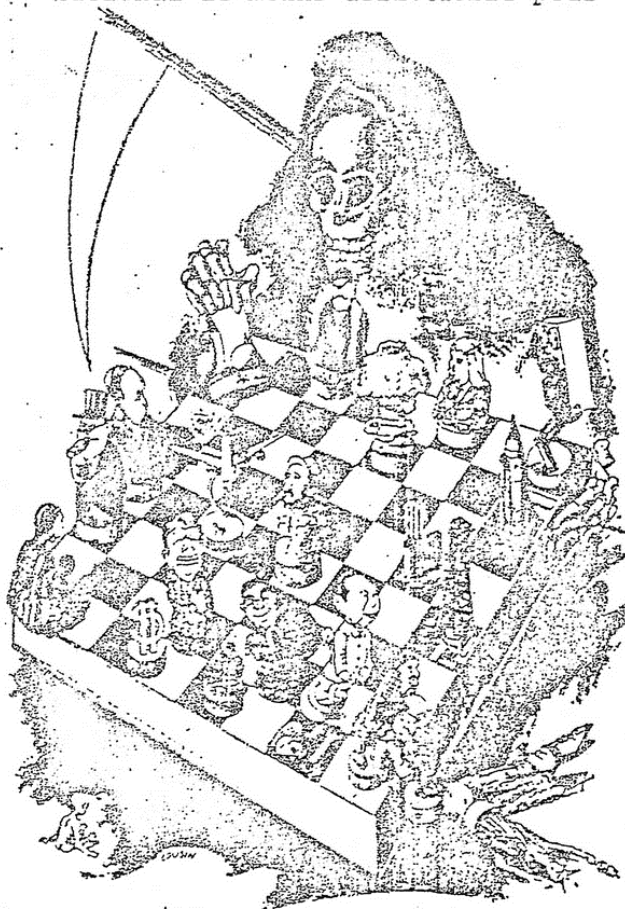
les luttes ouvrières et démocratiques, à l'Est comme à l'Ouest. A tous égards, avec la guerre froide, ce serait pire : chantage permanent à la guerre généralisée, mobilisation accrue en vue de l'effort militaire; à l'Ouest : climat de chasse aux sorcières, anti-communisme divisant les travailleurs et faisant diversion, renforcement des tendances autoritaires dans l'appareil d'Etat; à l'Est : retour de l'idéologie de la citadelle assiégée, isolement et démoralisation des courants démocratiques, renforcement de la répression.

C'est pourquoi la lutte pour conjurer la menace de guerre froide est notre préoccupation. Mener cette lutte, c'est préserver nos chances de combat socialiste ici-même. Mais c'est aussi se battre pour empêcher qu'en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Est, on assiste à une escalade de la répression qui rappellerait les pires années du stalinisme.

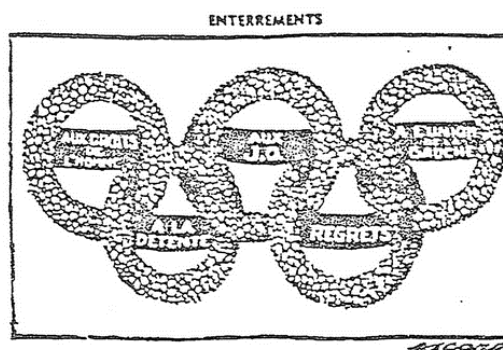
En conséquence :

1. Nous refusons de servir de caution de gauche à l'offensive de ceux qui restent, ici et ailleurs, nos principaux adversaires. A savoir les CARTER, THATCHER, STRAUSS et leurs alliés divers qui s'emploient aujourd'hui à donner au monde des leçons de morale politique. Les crimes qui se commettent à l'Est ne doivent pas faire oublier qui se trouvait derrière PINOCHET, SOMOZA et le shah d'Iran, qui organise le pillage du Tiers-Monde, à quel camp appartiennent les multinationales. D'autant plus que cette offensive a aussi pour fonction de préparer l'opinion publique occidentale au réarmement, au renforcement des dispositifs policiers, à une attitude plus dure face aux luttes populaires.

2. Malgré cela, nous ne nous taisons pas un seul instant face à la violation systématique et encore accrue ces derniers mois des droits et des libertés démocratiques dans les pays de l'Est. On n'a que trop



utilisé dans le passé l'argument de l'encerclement impérialiste pour faire taire la protestation de la gauche face aux crimes du stalinisme. Plus que jamais les peuples d'Europe de l'Est en général et leurs courants démocratiques en particulier ont besoin d'être défendus par une opinion de gauche non suspecte d'allégeance au bloc occidental.



3. Nous ne nous associerons pas à la campagne de boycott des jeux olympiques. Ce serait aujourd'hui, pour nous qui vivons en Occident, s'associer de la manière la plus spectaculaire à l'offensive politique des Etats-Unis relayée avec délice par la plus grande partie de la droite de tous les pays. Nous n'appellerons pas non plus à participer aux jeux : cela reviendrait à se rallier à l'étrange coalition qui réunit les dirigeants soviétiques en quête de prestige aux chantages de l'olympisme. Le "sport au-dessus de la politique" a toujours été une mystification, de BERLIN à BUENOS-AIRES en passant par MEXICO. Boycoter ou non, là n'est d'ailleurs pas pour nous la question.

Dans les deux cas, impossible pour une gauche libre et indépendante de ne pas se faire piéger, impossible de participer sans cautionner BREJNEV, de boycotter sans servir CARTER. Mais nous entendons profiter de la période qui vient et de l'attention qui converge sur MOSCOU pour défendre avec plus d'acharnement encore les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est, sans s'aligner sur aucune raison d'Etat, et sans mêler notre voix à celle de la droite européenne et américaine : la lutte à l'Est et à l'Ouest ne se divise pas.

Parmi les premiers signataires de l'appel figurent Ernest Glinne, Anne-Marie Lizin et Fernand Delmotte, députés socialistes au parlement européen, Yves de Wasseige, sénateur Rassemblement Wallon, l'ancien sénateur communiste René Noël, le dirigeant syndical FGTB Jacques Yerna, le professeur Marcel Liebman et l'écrivain Pierre Mertens.

Première liste (complète) de signataires

Abramowicz Marc	psychologue
Alaluf Mateo	enseignant, CGSP
Baldwin Cécile	médecin
Baumans E	SP
Bazier François	employé
Baudlet Jean-Marie	animateur social
Baudium Marc	ingénieur
Bracquemont Annie	animatrice
Bauherz Georges	médecin
Bisiacchi Patricia	psychologue
✓ Bronckaers Viviane	avocate, ABJD
Caraël Paule	chargée de mission
Cauchie Nicole	journaliste
Claverie Simone	
Colla M	SP
Chauvier Jean-Marie	journaliste
Daems Jean	enseignant
✓ Desolre Guy	enseignant
Defay Jacques	économiste
Delmotte Fernand	membre du parlement européen PS
De Wasseige Yves	sénateur RW
De Wasseige Alain	employé
Develde Henri	psychologue
DeBunne Oscar	SP
Dedouai Robert	historien
Devries Jacques	objecteur de conscience
Dubois Jean-Pierre	juriste, PS français
De Wandelaer Jean	agent SNCB
Dury Raymonde	militante PS
Dutry Georges	chercheur au MOC
Estersohn Willy	journaliste
Felkai Istvan	journaliste
Faniel Alain	professeur
✓ Enciso Angel	militant PC espagnol
Galle Carla	SP
✓ Glinne Ernest	député PS au parlement européen
Gouzee Nadine	économiste
Goldman Henri	architecte
✓ Geller Patty	psychologue
Graca Cardoso Nina	médecin
Grootjans Patrick	jeunesses socialistes
Godin Etienne	PS
✓ Gross Ely	enseignant
Hautfenne Stephane	journaliste
Herremans Camille	fonctionnaire
Hoornaert Marina	resp.femmes ABVV
Huet Françoise	étudiante
Huygens Charlie	étudiant
✓ Jespers Jean-Jacques	journaliste
✓ Lambert Gérard	chercheur fond. "Travail-Université"
Leduc Louis	employé
Lepaige Hugues	journaliste
Liebman Marcel	professeur ULB
Lizén Anne-Marie	député PS au parlement européen

Malengreau Jacques	chômeur mis au travail
Mangot Thérèse	syndicaliste SETCA
Massin Gabriel	red.chef "La Gauche"
Marchandise René	Mouvement chrétien pour la paix
✓ Mertens Pierre	écrivain
Mesnil Christian	cinéaste
Mesnil Marianne	chercheur ULB
Menschaert Daniel	enseignant
✓ Noël René	sénateur honoraire
Outers Jean-Luc	fonctionnaire
Piret Christian	syndicaliste CSC
Rolin Cécile	enseignante
Romainville Solange	conseillère conjuguale
Simon Joseph	chargé de mission
Stiennon Josiane	agent de l'Etat
Spelkens Emmy	employée
Thill Georges	chercheur
Van Doren JD	PS
Van Hamme Nadia	SP
Van Kherkhoven Jan	bureau politique LRT
Van Lierde Jean	secrétaire IRG
Vilain Achille	enseignant
Vilain Serge	fonctionnaire
Vanden Eynde Johan	prés.féd.bxl.des JS
Vinikas Bruno	économiste, PS
✓ Valenduc Gérard	objecteur
Van Hecke Willy	permanent syndical
Van Ophaeren Elise	assistante sociale
Wallyn L	SP
Wivarlet Hubert	objecteur
Yerna Jacques	syndicaliste FGTB
Zwick Jacques	employé

Faust Albert
Schoeman Pierre

syndicaliste SETCA
ancien président du cerele
du libre examen de l'ULB
Hockers Maryse, Claude Dejardin, Richard Tialans, Jean-Pierre
Rensonnet, Marie-Christine Malchair, Yvette Denoël, Odette
Jacquemin, Michèle Berbuto collaborateurs de la fondation
André Renard. FGTB-Liège

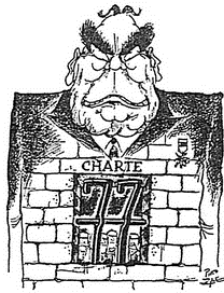
N° ISSN : 0378-3346

LISTY

Edition française

Organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque

décembre 1979 N° 13



— Vous voyez bien que je ne suis pas mort ?

Prix : 5 F

D'ici-D'Est. (Comité 1^{er} Mai). 1980?

EDITORIAL

l'espérance est polonaise



Les ouvriers de Gdansk : l'ivresse de la Liberté.

On a beaucoup parlé des événements de Pologne. Et pourtant, ce n'est pas encore assez. Au-delà du spectaculaire, c'est un événement historique dont nous avons été les témoins attentifs et passionnés. On n'a pas fini d'en mesurer les conséquences. Mais auparavant, il faut connaître et comprendre. Dans ce but, ce numéro de "D'ici d'est" apporte, modestement, quelques matériaux. Les commentaires suivront.

Mais, d'emblée, le comité du 1er mai affirme sa position.

1. Quels que soient les mots et les symboles, avec ou sans drapeaux rouges, la lutte des travailleurs polonais contre les abus et les privilèges est profondément démocratique. S'il y a un camp que les démocrates et les socialistes doivent choisir, c'est bien le leur.

2. Le catholicisme et l'église ne sont pas les grands triomphateurs qu'on a prétendu. Quand elle a appelé à la reprise du travail, la hiérarchie catholique n'a pas été suivie. Pour les travailleurs polonais qui n'ont demandé l'avis de personne pour partir en grève, la foi est la force qui soutient face à un socialisme qui a des allures d'inquisition, et l'église est la force qui protège. Mais pour nous qui identifions le socialisme avec le mouvement autonome des travailleurs et des exploités, nous savons que celui-ci se trouve du côté des travailleurs polonais qui le pratiquent sans le dire, plutôt que du côté des bureaucrates qui le proclament et le caricaturent.

3. La droite n'a aucune raison de se réjouir des grèves polonaises. Même si elle a fait flèche de tout bois, trop heureuse de dénoncer l'incurie d'un régime communiste, elle préfère, et elle l'a prouvé, de bonnes relations bi-latérales avec un régime - repoussoir plutôt que des travailleurs prenant leurs affaires en main et dont le modèle pourrait se révéler contagieux.

4. Et, de fait, les travailleurs polonais nous ont déjà beaucoup appris. La démocratie ouvrière qu'ils pratiquent, leur degré d'auto-organisation sont pour nous et notre mouvement auprès des exemples riches d'enseignements. En outre, en cette période de crise et de luttes défensives, ils nous ont redonné l'espérance. Il s'agit de répondre par la solidarité.

— En exprimant la solidarité des travailleurs d'ici avec ceux de Pologne et leurs syndicats indépendants. Employons des délégations sur place. Jumelons des sections syndicales d'entreprise. Faisons voter des motions aux assemblées, aux congrès, aux instances responsables, faisons les connaître ici et là-bas.

— En les soutenant financièrement. Dans ce but, le comité du 1er continue son appel de fonds au profit de "solidarité", la fédération des syndicats indépendants polonais C C P 001-0503914-75, mention Pologne.

— En poursuivant le travail d'information, réunions, débats, pour faire connaître la nouvelle réalité polonaise.

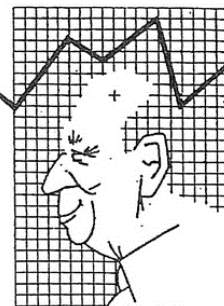
Et n'oublions pas : rien n'est définitivement gagné, tout est fragile. Et dans les deux sens, tout est possible.

Ce dossier a été réalisé grâce à la complicité de documents parus dans "LE MONDE, LE SOIR, LA CITE, INPRECOR, LIBERATION et ROUGE".

D'ici d'Est avril 1984

EDITORIAL

BOUKOVSKY, MONTAND, GLUCKSMANN ET LES AUTRES



Novembre 1983. André Glucksmann, le plus apocalyptique des nouveaux philosophes, fait paraître «La force du vertige» salué par le magazine littéraire comme étant «la première réponse non gouvernementale au discours pacifiste».

Yves Montand sur Antenne 2, nous adjure de partir en croisade contre le totalitarisme soviétique, source de tous les maux, et Vladimir Boukovsky prend la tête d'une «internationale de la résistance», nouveau mouvement dont la déclaration de principe commence par ces phrases :

«Lentement mais sûrement, le système totalitaire étend sa domination dans le monde. Après avoir fait basculer dans sa sphère d'influence, hier le Vietnam, le Cambodge, le Laos, l'Éthiopie, l'Angola, le Yémen du Sud et finalement l'Afghanistan, il fait peser aujourd'hui une menace chaque jour plus précise sur des pays comme, notamment, le Salvador, l'Argentine ou la Thaïlande.

Oui. Vous avez bien lu. Les Salvadoriens devraient accepter avec philosophie les massacres et les tortures perpétrés par les escadrons de la mort, les Argentins devraient regretter la dictature sanguinaire dont ils viennent de se débarrasser. Car ces excès, sans doute regrettables, constituent une barrière contre le seul vrai danger qui les guette, comme il nous guette tous : celui de l'«impérialisme soviétique dont le but avoué est de conquérir le monde».

Sous cette déclaration (dont nous tenons le texte complet à votre disposition), les signatures les plus contradictoires s'accumulent. A côté du général Close bien de chez nous, ne trouve-t-on pas les noms de Claude Roy, George Semprun, M.A. Macciocchi, dont la plupart n'ont pas comme Boukovski et Valladores (Président et vice-Président) l'excuse d'avoir eu leurs jeunesse saccagées par un régime oppresseur, responsable à leurs yeux du mal universel.

Tout ceci se passe en France, penserez-vous, à l'heure où, par ses déclarations promissaires, Mitterand a brouillé bien des cartes et bien des esprits. Mais à l'instant où nous écrivons ceci nous avons sous les yeux le bulletin du CEL (Cercle des Etudiants Libéraux) envoyé à domicile à tous les étudiants de l'ULB et dont le contenu rejoint étrangement les positions des premiers cités.

Dans un éditorial musclé, les étudiants libéraux nous adjurent en effet de rejoindre le combat qu'ils mènent contre «le totalitarisme,

le collectivisme, la violence, l'intolérance, et l'obscurantisme gauchiste».

Comprenez-nous bien. Nous n'avons aucune intention de défendre ici le régime soviétique, sa caricature de socialisme, son goulag, son mépris de l'homme et ses défilés militaires sur la place rouge.

L'Union Soviétique n'est pas, à nos yeux, «une grande force de paix» comme le proclament trop volontiers les journaux du Tiers Monde, englués dans un manichéisme dépassé. Son surarmement représente un danger réel.

Mais quand, en 1977, le Comité du 1er Mai s'est créé, il s'est donné comme objet de dénoncer les violations des droits de l'homme faites au nom d'un socialisme de carnaval auquel ne croit plus, même les porteurs de masques. Et cela justement pour empêcher la droite de marquer des points et de grossir ses rangs en désignant du doigt les croquemittaines de l'Est, version actuelle du satanisme, et en accusant la gauche d'être, par son

silence ou sa complaisance, leur allié objectif.

Notre position, à ce moment là, a souvent été contrée par ceux qui nous disaient «sans doute, sans doute, n'avez-vous pas tort!». Ce qui se passe là-bas est regrettable. Mais attention, ne nous trompons pas de priorité. L'ennemi principal pour nous c'est l'impérialisme américain». A quoi nous répondions «Nous ne croyons pas aux priorités».

Aujourd'hui un discours inverse bourdonne à nos oreilles. Les déçus du socialisme, les ex de tous les partis, les héros fatigués, les dissidents du monde occidental renient avec violence leurs credo de la veille et flanquent tout à l'égout, le bébé, l'eau du bain et tous les accessoires.

Pour ces gens-là, un seul ennemi, une seule menace, une seule priorité : celle qui vient du froid.

Une fois encore, nous voulons leur répondre : «Nous ne croyons pas aux priorités».



Le Ligneur

A voir

Na Zapad ou La fierté nationale d'un cristal de Bohème

Lundi 15 août, RTBF



Parfum de cristal. La réalisatrice et des amis à une soirée en Tchécoslovaquie.

« Garanties contre l'arbitraire » est un des points du rapport d'Alexandre Dubcek, adopté par le comité central du parti le 5 avril 1968 : c'est le *Printemps de Prague*. Le processus de démocratisation se poursuit, malgré les mises en garde multiples des membres du Pacte de Varsovie. Le 20 août, les chars militaires d'URSS, de Hongrie, de Pologne, de Bulgarie et d'Allemagne de l'Est sont à Prague. Les réfugiés tchèques affluent dans les pays de l'Ouest et ceux qui avaient profité de la libéralisation pour s'y rendre quelques jours, ne retourneront pas.



Eva Houdova, la jeune réalisatrice : 21 ans au moment des événements de Prague.

Une jeune femme, monteuse et réalisatrice d'origine tchèque, (elle avait 21 ans au moment du coup de gel sur Prague) a visité et interviewé six réfugiés tchèques, accueillis et, pour la plupart, ayant achevé leurs études en Belgique (Que sont-ils aujourd'hui devenus ? Comment ressentent-ils leur « avant », leur « maintenant » ?

Six rencontres, six personnalités différentes, toutes attachantes. Six adultes ayant le

don de ressentir, de réfléchir, de communiquer. Le choc d'un départ précipité, guère le temps de s'attarder aux adieux, pas le temps d'emporter quoi que ce soit : souvenir ou viatique. Découverte d'une Europe dégorgeante de biens de consommation : le supermarché apparaît aux yeux adultes comme le paradis de Saint Nicolas à ceux d'un enfant. Cependant, on comprendra vite que ces biens ne sont accessibles qu'en fonction des revenus. Ce qui fut le plus pénible ? L'impossibilité de communiquer. Bien sûr, les mots usuels sont rapidement assimilés, mais communiquer, cela ne consiste pas seulement à demander son chemin ou une botte de radis. Une connaissance approfondie du français reste un des biens essentiels à acquérir. Vingt ans plus tard, un papa se fait encore reprendre par ses enfants pour chaque faute de prononciation ou de syntaxe. A 10 F la pénalité pour le papa, la tirelire des gosses s'alourdit. « Douleuruse la transplantation » demande l'intervieweur.

Un bon rire. « Le changement de terrain peut être profitable à la plante... Et l'homme a un pouvoir d'assimilation, de mobilisation qui dépasse de loin celui du végétal. »

Les botanistes le savent qu'une transplantation réussie est profitable tant au terrain qu'à la plante. Encore faut-il de bons jardiniers. Les migrations humaines ont-elles aussi leurs richesses à transmettre... ?

Anne de WOUTERS



- Duizenden betogers de straten van Wars Gdansk, Wroclaw e Krakow
- Barrikaden in Wars
- Veel arrestaties

31 august 82